

MAIRIE de LE PRADET
EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du Conseil Municipal
de la Commune de LE PRADET

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
33	33	33

23-DCM-DGS-095

L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS & LE 18 DECEMBRE à quatorze heures, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, en séance publique, à l'hôtel de ville, sous la Présidence de Monsieur Hervé STASSINOS, Maire.

Date d'envoi de la convocation et de l'affichage : le 11 décembre 2023.

OBJET : PROJET ENTREE OUEST (VALOPHIS) : AJOUT D'UNE CLAUSE RESOLUTOIRE A L'ACTE DE VENTE DES PARCELLES AD 213 (LOT DE 318M²) ET AD 170 (LOTS 162, 163 ET 164) A LA MAISON FAMILIALE DE PROVENCE.

PRESENTS : Mmes et MM. Hervé STASSINOS - Jean-François PLANES - Cécile CRISTOL GOMEZ - Jean-Michel PEYRATOUT - Jean-Claude VEGA - Agnès BIASUTTO - Magali VINCENT - Christian GARNIER - Jacques PAGANELLI - Patrick ROUAS - Chantal JOVER - Thomas MICHEL - Isabelle ROGER - Jean-Marc ILLICH - Stéphanie ASCIONE - Eric GALIANO - Emilie ROY - Mylène SORIANO - Armand CABRERA - Bernard PEZERY - Eric JOFFRE - Valérie RIALLAND - Viviane TIAR - Martine CABOT - Denis TENDIL

POUVOIRS : Marine DESIDERI à Isabelle ROGER - Graziella PIRAS à Stéphanie ASCIONE - Martine CLOPIN à Cécile CRISTOL GOMEZ - Pascal CAMPENS à Hervé STASSINOS - Bérénice BONNAL à Jean-Claude VEGA - Serge VENNET à Jean-François PLANES - Marina BIANCHI BRONDINO à Armand CABRERA - Valérie POZZO DI BORGIO à Eric JOFFRE.

ABSENT : Néant.

SECRETAIRE de SEANCE : Emilie ROY est désignée secrétaire de séance.

=====

Jean-François PLANES donne lecture de l'exposé suivant :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du conseil municipal n° 22-DCM-DGS-066, en date du 4 juillet 2021, portant sur les pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en application de l'article L-2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du conseil municipal n°21-DCM-DGS-102 du 27 septembre 2021, relative à la cession des parcelles AD 213 (lot de 318m²) et AD 170 (lots 162, 163 et 164) à la Maison Familiale de Provence ;

CONSIDERANT que par délibération n° 21-DCM-DGS-102 du 27 septembre 2021, le conseil municipal a autorisé la cession des parcelles propriétés communales, avenue Jean Moulin, cadastrées AD213 (un lot de 318m² à détacher) et AD 170 (lots 162, 163 et 164), au groupe Valophis La Maison Familiale de Provence pour la réalisation de 38 logements dont 50% en accession à la propriété dans le cadre d'un Bail Réel Solidaire et 50% dans le cadre de logements locatifs sociaux ;

CONSIDERANT qu'une promesse de vente a été signée entre les deux parties le 30 novembre 2021, et dont le délai de validité a été prorogé suivant avenant sous seings privés le 31 mars 2022 ;

CONSIDERANT que postérieurement à la signature de cette promesse de vente le groupe VALOPHIS La Maison Familiale de Provence (acquéreur) a été informé de l'existence, sur le bien vendu par la métropole et faisant partie de l'assise du projet, d'une ancienne installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) déclarée en préfecture pour laquelle aucune déclaration de cessation d'activité n'avait été effectuée ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de précéder à la dépollution de ce site pour un montant estimé à 610.000€ ;

CONSIDERANT la nécessité de faire financer par le fond vert le déficit de l'opération ainsi généré ;

CONSIDERANT que compte tenu de cette situation l'acquéreur souhaite qu'une condition résolutoire de la vente soit insérée dans le projet d'acte de vente afin de se prémunir en cas de non-attribution d'une subvention pour la dépollution du site au titre du fonds vert, subvention indispensable à l'équilibre de son projet ;

CONSIDERANT que par ailleurs l'acquéreur s'est engagé à initier toutes les démarches afin de déclarer la cessation de l'activité au titre de l'ICPE et de demande de subvention auprès de la préfecture du Var,

CONSIDERANT que cette clause résolutoire d'une durée du 12 mois doit être inscrite dans l'acte notarié de vente ;

CONSIDERANT que les parties ont convenu, avec l'accord préalable du comptable public, que le prix correspondant à cette acquisition serait versé par le groupe VALOPHIS Maison Familiale de Provence à terme le jour de la constatation de la non-réalisation des conditions résolutoires indiquées dans l'acte de vente.

DECIDE

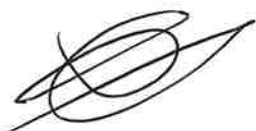
ARTICLE 1 : D'ADOPTER L'exposé qui précède et d'accepter l'ajout d'une clause résolutoire dans l'acte de vente, telle que définie ci-dessus ;

ARTICLE 2 : D'AUTORISER Monsieur le Maire (ou un membre du conseil municipal et/ou la Directrice Générale des Services, avec faculté d'agir ensemble ou séparément) à signer tous les actes permettant l'officialisation de cette vente selon les conditions susmentionnées et prévues au projet d'acte notarié de vente ;

L'exposé mis aux voix est adopté à l'UNANIMITE
33 voix POUR

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.

Le Secrétaire de séance
Emilie ROY



Le Maire,
Hervé STASSINOS



CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE

LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS

- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr).
- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire. Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.